

# Les Echos

Le Quotidien de l'Economie

Mardi 20 Octobre 2009

## Idées

### Google et la BNF

Les discussions entre la BNF et Google évoquées dans l'analyse de Nathalie Silbert (« Les Echos » du 1er octobre) et la proposition du ministre de la Culture de subventionner la numérisation de livres dans le cadre du grand emprunt posent a minima trois questions.

Quel est le mandat d'une Bibliothèque nationale ? Les technologies numériques permettent la consultation, en tout lieu et à tout moment, de notre héritage culturel : on peut désormais donner à « publier » son sens plein : faire d'une oeuvre immatérielle un bien public, également accessible à chacun. Doit-on accepter qu'une société qui domine 67 % des requêtes sur Internet acquiert le contrôle d'une partie du patrimoine pour le mettre au service de ses intérêts, sous couvert de faire le bien de l'humanité ? L'opacité des centres de numérisation, algorithmes de classement, utilisation des contenus sont-ils compatibles avec ce mandat ?

Le libre accès à la connaissance

s'accommode-t-il du faux modèle du gratuit ? Rien n'est gratuit ! Le faux modèle du gratuit révèle l'effet pervers du modèle de Google, qui agit comme un trou noir économique. Sa technologie lui permet d'absorber une masse de contenus numériques, déséquilibrant maints modèles économiques (téléphonie, librairies virtuelles, etc.), pour alimenter sa régie (56 % de la publicité en ligne).

Quels sont les enjeux de l'accès à la connaissance dans une économie du savoir ? Une démocratie de masse dans une société numérique sans exclusion d'accès à la connaissance exige des programmes de masse qui répondent à l'hétérogénéité sociale, technologique et culturelle. Il est temps de quitter le « geste architectural » qui voit l'Etat investir en 1990 près de 1,2 milliard dans le bâtiment de la BNF, puis afficher une incapacité politique à réunir 10 % de cette somme pour virtualiser notre patrimoine, vingt ans après ! Si le monde politique admet que l'économie du savoir est une clef de notre capacité de développement, que

l'accès au savoir en est un corollaire, pourquoi ne pas dédier une part infime du grand emprunt à cette entreprise ?

**JEAN-PIERRE GERAULT ET  
ALAIN  
PIERROT, MEMBRES-FONDATEURS DE LA  
FONDATION  
EMPREINTE ET  
COAUTEURS DE « LE  
MONDE DU LIVRE EN  
QUESTION » (ACTES SUD,  
2001).**